



Montréal, le 6 janvier 2023

Monsieur Jonathan Shecter  
Directeur général  
Ville de Côte-Saint-Luc  
5801, boulevard Cavendish  
Côte-Saint-Luc (Québec) H4W 3C3

N/Réf. : 3185 8210

**Objet : Accusé de réception de la résolution du 21 décembre 2022  
relative au maintien de la reconnaissance obtenue par la Ville de  
Côte-Saint-Luc**

Monsieur le Directeur général,

Nous accusons réception de la résolution n° 221266, adoptée le  
21 décembre 2022 par le conseil de la **Ville de Côte-Saint-Luc**.

L'article 29.2 de la *Charte de la langue française* prévoit qu'à la lumière des données d'ordre linguistique de chaque recensement effectué conformément à la législation canadienne sur la statistique, l'Office québécois de la langue française doit transmettre un avis écrit à toute municipalité reconnue lorsqu'il constate qu'elle ne remplit pas la condition prévue au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 29.1. Cette condition est remplie lorsque plus de la moitié des résidents et des résidentes sont de langue maternelle anglaise. La reconnaissance obtenue par la municipalité lui est retirée, du seul effet de la loi, à l'échéance d'un délai de 120 jours à compter de la réception de l'avis transmis par l'Office. La reconnaissance est toutefois maintenue si la municipalité adopte, avant cette échéance, une résolution à cette fin et qu'elle en avise l'Office sans délai.

Le 12 décembre 2022, l'Office vous a envoyé un avis écrit relatif aux données démolinguistiques de votre organisme, conformément à l'article 29.2 de la *Charte*. La résolution citée en objet ayant été adoptée avant l'expiration du délai de 120 jours, la reconnaissance de votre organisme est donc maintenue.

Nous demeurons évidemment disponibles pour répondre à toute question relative à l'application de la *Charte*.

Veillez recevoir, Monsieur le Directeur général, nos salutations distinguées.

La Direction de la francisation  
de l'Administration et du soutien  
opérationnel